

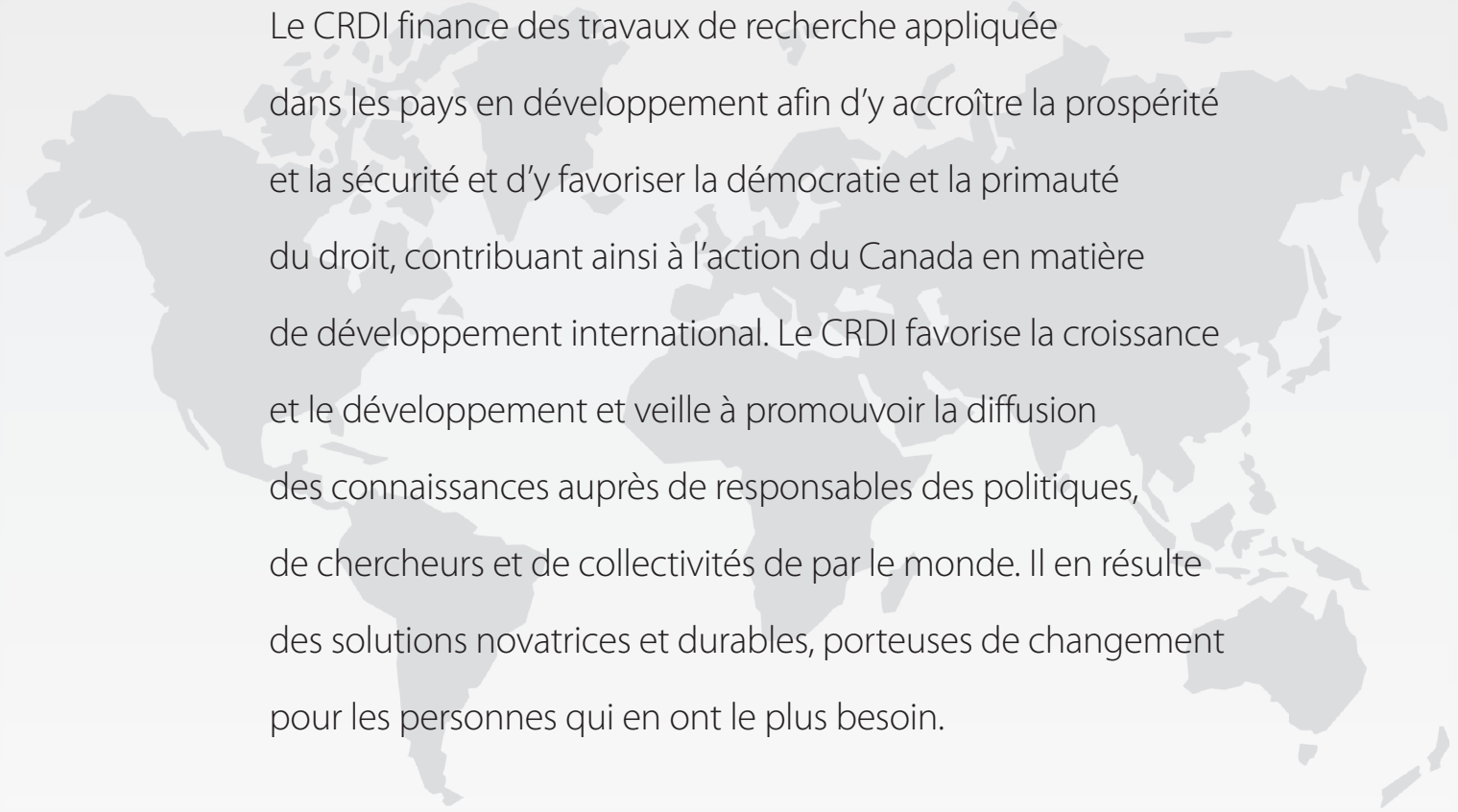


Rapport financier trimestriel

pour le trimestre qui a pris fin
le 30 juin 2016

CRDI

De la recherche à l'action



Le CRDI finance des travaux de recherche appliquée dans les pays en développement afin d'y accroître la prospérité et la sécurité et d'y favoriser la démocratie et la primauté du droit, contribuant ainsi à l'action du Canada en matière de développement international. Le CRDI favorise la croissance et le développement et veille à promouvoir la diffusion des connaissances auprès de responsables des politiques, de chercheurs et de collectivités de par le monde. Il en résulte des solutions novatrices et durables, porteuses de changement pour les personnes qui en ont le plus besoin.

Table des matières

ANALYSE DE LA DIRECTION

- 3 Introduction
- 3 Résultats
- 4 Vue d'ensemble consolidée
- 9 Évolution de la situation du Centre
- 9 Gestion du risque
- 10 Perspectives

ÉTATS FINANCIERS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS, NON AUDITÉS

- 11 Déclaration de responsabilité de la direction
- 12 État intermédiaire résumé de la situation financière
- 13 État intermédiaire résumé du résultat global
- 14 État intermédiaire résumé des variations des capitaux propres
- 15 État intermédiaire résumé des flux de trésorerie
- 16 Notes afférentes aux états financiers intermédiaires résumés

Analyse de la direction

Introduction

Cette analyse de la direction présente les résultats financiers du Centre de recherches pour le développement international (le Centre) et l'évolution de la situation de l'organisme au cours du trimestre qui a pris fin le 30 juin 2016. Ce rapport a été préparé conformément au paragraphe 131.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et conformément à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* publiée par le Conseil du Trésor du Canada.

L'information financière présentée dans le présent document, de même que les états financiers intermédiaires résumés, non audités, ont été préparés conformément aux normes en matière de comptabilisation et d'évaluation qui sont applicables en vertu des normes internationales d'information financière (normes IFRS). Toutes les sommes sont exprimées en dollars canadiens. Le Centre recommande de lire ce rapport en parallèle avec les états financiers intermédiaires résumés, non audités (qui débutent à la page 11). L'information et les divulgations contenues dans les *États financiers 2015-2016* s'appliquent au trimestre sur lequel porte le présent rapport trimestriel, à moins d'indication contraire.

Résultats

Figure 1. APERÇU DE LA SITUATION FINANCIÈRE
(pour la période de trois mois qui a pris fin le 30 juin)

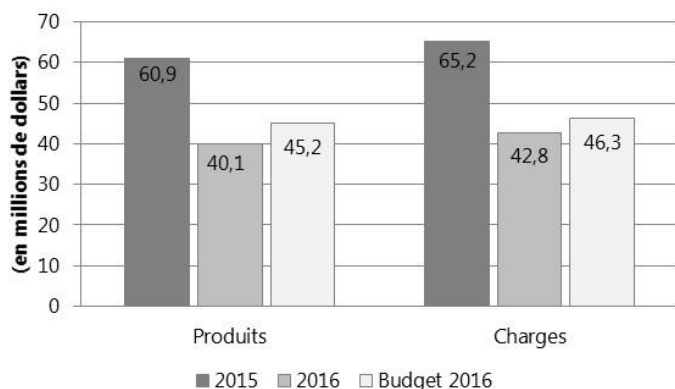


TABLEAU 1. APERÇU DE LA SITUATION FINANCIÈRE

(en milliers de dollars)	Période de trois mois qui a pris fin le 30 juin		Écart en % d'un exercice à l'autre	Budget 2016-2017
	Réalisations 2015	Réalisations 2016		
Produits	22 370	16 068	(28,2 %)	81 824
Charges	65 211	42 794	(34,4 %)	231 693
Coûts d'exploitation	(42 841)	(26 726)	37,6 %	(149 869)
Crédit parlementaire	38 500	24 000	(37,7 %)	149 206
Résultats d'exploitation nets	(4 341)	(2 726)	37,2 %	(663)

Vue d'ensemble consolidée

Produits

TABLEAU 2. PRODUITS

(en milliers de dollars)	Période de trois mois qui a pris fin le 30 juin				Budget 2016-2017
	2015	2016		Écart en % d'un exercice à l'autre	
	Réalisations	Budget	Réalisations		
Crédit parlementaire	38 500	20 000	24 000	(37,7 %)	149 206
Contributions de bailleurs de fonds	22 286	25 037	16 295	(26,9 %)	81 353
Intérêts et placements	52	38	44	(15,4 %)	152
Autres produits	32	80	(271)	(946,9 %)	319
Total des produits	60 870	45 155	40 068	(34,2 %)	231 030

Les produits du Centre proviennent d'un crédit parlementaire, de contributions de bailleurs de fonds et d'autres sources.

Au cours de la période de trois mois qui a pris fin le 30 juin 2016, le **crédit parlementaire** total reçu a diminué de 37,7 % pour atteindre 24 millions de dollars, comparativement à 38,5 millions de dollars à la même période en 2015-2016 (se reporter au tableau 2). La partie **récurrente** du crédit parlementaire du Centre pour la période de trois mois qui a pris fin le 30 juin a quant à elle diminué de 2,9 millions de dollars (soit 11,1 %) par rapport à la même période de l'exercice précédent (se reporter au tableau 3). Cette baisse est attribuable aux variations saisonnières des besoins de financement qui déterminent le montant du prélèvement demandé sur le crédit parlementaire. La baisse de 11,6 millions de dollars (soit 95,1 %) du montant réel du cumul à ce jour de la partie **non récurrente** du crédit parlementaire est attribuable au Fonds d'innovation pour le développement axé sur la santé (FID-santé).

TABLEAU 3. CRÉDIT PARLEMENTAIRE

(en milliers de dollars)	Période de trois mois qui a pris fin le 30 juin			Budget 2016-2017
	Réalisations 2015	Réalisations 2016	Écart en % d'un exercice à l'autre	
Partie récurrente	26 334	23 400	(11,1 %)	136 006
Partie non récurrente	12 166	600	(95,1 %)	13 200
Portion du crédit reçue et comptabilisée	38 500	24 000	(37,7 %)	149 206
Portion du crédit à prélever	145 000	125 206	(13,7 %)	-

Le tableau 4 rend compte de l'utilisation du crédit parlementaire au cours de la période qui a pris fin le 30 juin 2016.

TABLEAU 4. UTILISATION DU CRÉDIT PARLEMENTAIRE

(en milliers de dollars)	Période de trois mois qui a pris fin le 30 juin		Budget 2016-2017
	Réalisations 2015	Réalisations 2016	
Total des charges	65 211	42 794	231 693
Moins les charges financées par des bailleurs de fonds	22 286	16 295	81 353
Renflouement (diminution) de la réserve financière	42 925	26 499	150 340
Somme ayant servi à l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	(111)	(459)	(700)
	(404)	(254)	1 900
Somme totale nécessaire	42 410	25 786	151 540
Crédit parlementaire	38 500	24 000	149 206
Crédit parlementaire non utilisé (manque à gagner)	(3 910)	(1 786)	(2 334)

Pour la période qui a pris fin le 30 juin 2016, la somme totale nécessaire a été supérieure de 1,8 millions de dollars au prélèvement fait sur le crédit parlementaire, en raison de l'écart temporel entre le moment où les sommes ont été engagées et celui où les fonds ont été encaissés. Les demandes de prélèvement futures tiendront compte de la nécessité de compenser ce manque à gagner. Le manque à gagner prévu de 2,3 millions de dollars pour l'exercice 2016-2017 au tableau 4 sera couvert par les capitaux propres non affectés du 31 mars 2016 (se reporter au tableau 8) et par les sources de revenu autres que le crédit parlementaire.

Au premier trimestre, les **produits provenant de contributions de bailleurs de fonds** accusent une baisse de 26,9 % d'un exercice à l'autre (se reporter au tableau 2). Les contributions de bailleurs de fonds, toujours reçues à l'avance, sont comptabilisées comme produits quand les charges connexes sont engagées (se reporter à l'explication des écarts fournie dans la partie portant sur les charges, ci-dessous). L'écart entre le budget à ce jour et les réalisations est attribuable au fait qu'il est difficile de prévoir le moment exact des décaissements aux fins des projets de recherche durant un exercice financier, particulièrement en ce qui concerne les grands programmes pluriannuels complexes. Le modèle financier du Centre prévoit les décaissements annuels de manière assez précise.

Charges

La direction répartit ses charges en deux grandes rubriques : la programmation en recherche pour le développement et les services généraux et administratifs.

TABLEAU 5. CHARGES

(en milliers de dollars)	Période de trois mois qui a pris fin le 30 juin				Budget 2016-2017
	2015	2016		Écart en % d'un exercice à l'autre	
	Réalisations	Budget	Réalisations		
Programmation en recherche pour le développement					
Projets de recherche financés par le crédit parlementaire	30 632	8 142	14 298	(53,3 %)	97 514
Projets de recherche financés par des contributions de bailleurs de fonds	19 198	21 494	13 519	(29,6 %)	67 827
Renforcement des capacités de recherche et éléments complémentaires de la recherche	10 327	12 017	10 513	1,8 %	47 876
	60 157	41 653	38 330	(36,3 %)	213 217
Services généraux et administratifs	5 054	4 611	4 464	(11,7 %)	18 476
Total des charges	65 211	46 264	42 794	(34,4 %)	231 693

Les **charges au titre des projets de recherche financés par le crédit parlementaire** sont supérieures aux prévisions budgétaires pour la période de trois mois et inférieures aux réalisations de la période correspondante de l'exercice précédent. La baisse d'un exercice à l'autre est attribuable aux charges afférentes au Fonds d'innovation pour le développement – Santé (FID-S) (se reporter au tableau 6) et aux différences dans l'échelonnement des charges de projet d'un exercice à l'autre.

TABLEAU 6. PROJETS DE RECHERCHE FINANCÉS PAR LE CRÉDIT PARLEMENTAIRE

	Période de trois mois qui a pris fin le 30 juin			Écart en % d'un exercice à l'autre	Budget 2016-2017
	2015	2016			
	Réalisations	Budget	Réalisations		
Projets de recherche	19 284	8 142	14 298	(25,9 %)	87 012
Fonds d'innovation pour le développement – Santé	11 348	-	-	(100,0 %)	10 502
Total financé par le crédit parlementaire	30 632	8 142	14 298	(53,3 %)	97 514

Le tableau 6 fournit plus de précisions sur les charges relatives aux projets de recherche financés par le crédit parlementaire mentionnées au tableau 5. L'écart relatif aux projets de recherche au 30 juin s'explique largement par le fait que les versements à l'endroit des projets de recherche ont eu lieu plus tôt que prévu. Pour l'instant, on s'attend à ce que l'écart budgétaire observé dans les charges au titre des projets de recherche diminue au cours du prochain trimestre, pour ensuite se stabiliser durant le reste de l'exercice.

Pour le premier trimestre qui a pris fin le 30 juin 2016, les **charges réelles au titre des projets de recherche financés par des contributions de bailleurs de fonds** ont été inférieures de 8 millions de dollars aux prévisions budgétaires en raison des paiements reportés liés à quelques programmes pluriannuel d'envergure. Cet écart devrait être réduit d'ici la fin de l'exercice. Il en résulte une diminution de 5,7 millions de dollars (soit 29,6 %) d'un exercice à l'autre.

Les **charges au titre du renforcement des capacités de recherche et des éléments complémentaires de la recherche** pour la période de trois mois par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent sont stables. Le fait que les charges sont inférieures aux prévisions budgétaires est essentiellement attribuable aux sommes inférieures consacrées aux salaires et avantages sociaux en raison de postes temporairement vacants, de déplacements moins fréquents et du recours aux services professionnels moindre que prévu.

Au premier trimestre qui a pris fin le 30 juin 2016, les charges réelles au titre des **services généraux et administratifs** ont diminué de 11,7 % comparativement à 2015-2016, en raison des différents projets de réduction des coûts mis en oeuvre au cours du dernier exercice. L'écart peu important de 0,1 million de dollars (soit 3,2 %) par rapport aux prévisions budgétaires est lié au moment où les activités sont réalisées au cours de l'exercice.

Situation financière

TABLEAU 7. SOMMAIRE DES ACTIFS ET DES PASSIFS

(en millier de dollars)	Jun 2016	Mars 2016	Écart en %
Actifs courants	97 884	79 481	23,2 %
Actifs non courants	9 613	9 810	(2,0 %)
Total des actifs	107 497	89 291	20,4 %
Passifs courants	82 421	62 977	30,9 %
Passifs non courants	9 964	8 475	17,6 %
Total des passifs	92 385	71 452	29,3 %

Au 30 juin 2016, les **actifs** totaux avaient augmenté de 20,4 % (passant de 89,3 millions de dollars à 107,5 millions) par rapport à ce qu'ils étaient au 31 mars 2016. L'augmentation des actifs courants découle surtout des créances plus élevées en lien avec les contributions des bailleurs de fonds, et de la baisse des investissements (voir le tableau 9, Sommaire des flux de trésorerie).

Le total des **passifs** a augmenté de 20,9 millions de dollars (ou 29,3 %) par rapport à ce qu'il était au 31 mars 2016, notamment en raison de l'augmentation du passif au titre des produits reportés pour les projets et programmes financés par des contributions de bailleurs de fonds (c'est-à-dire les avances reçues ou à recevoir).

TABLEAU 8. CAPITAUX PROPRES

(en milliers de dollars)	Périodes de trois mois qui a pris fin de 30 juin			Écart en % d'un exercice à l'autre	Budget 2016-2017
	2015	2016			
	Réalisations	Budget	Réalisations		
Non affectés	(36)	(963)	(231)	(541,7 %)	554
Affectés à l'interne	1 122	1 123	1 132	0,9 %	1 123
Nets investis en immobilisations	9 439	9 845	9 613	1,8 %	9 470
Réservés	5 659	4 780	4 598	(18,7 %)	4 080
Total des capitaux propres	16 184	14 785	15 112	(6,6 %)	15 227

Les **capitaux propres affectés à l'interne** qui sont destinés à des activités de programmation et d'exploitation spéciales s'élevaient pratiquement au même montant qu'au début de l'exercice. Les capitaux propres affectés à l'interne sont entièrement destinés à la bourse John G. Bene en foresterie communautaire, à perpétuité.

C'est dans les **capitaux propres nets investis en immobilisations**, qui s'élèvent à 9,6 millions de dollars, qu'est isolée la partie des capitaux propres qui représente les investissements nets du Centre dans des immobilisations. Cette partie des surplus accumulés compense les charges d'amortissement futures des immobilisations. Les actifs en contrepartie ne sont pas des liquidités, mais ils correspondent à la valeur des immobilisations corporelles et incorporelles qui figure dans l'état de la situation financière.

Au 30 juin 2016, les **capitaux propres réservés** étaient inférieurs de 18,7 % à ce qu'ils étaient à la fin de la même période en 2015-2016. Les capitaux propres réservés mettent de côté 3 % de la partie récurrente du crédit parlementaire annuel (de 136,0 millions de dollars) pour amortir les fluctuations des charges afférentes aux programmes qui surpassent les niveaux prévus au budget. Pour l'instant, la réserve comprend aussi 0,5 million de dollars pour l'initiative de remplacement des systèmes de planification des ressources d'entreprise. Cette partie de la réserve est utilisée au fur et à mesure que ce projet est mis en oeuvre.

Les **capitaux propres non affectés** correspondent au solde résiduel, une fois les sommes nécessaires attribuées aux capitaux propres affectés à l'interne et aux capitaux propres réservés. Le solde correspond à l'écart entre le moment prévu pour les charges reliées aux projets et celui où elles ont réellement été engagées et entre le moment prévu pour les produits provenant du crédit parlementaire et celui où ils ont réellement été comptabilisés (se reporter au tableau 4). On s'attend à ce que l'accumulation de capitaux propres non affectés à la fin de l'exercice soit de moins de 1 million de dollars.

Flux de trésorerie

TABLEAU 9. SOMMAIRE DES FLUX DE TRÉSORERIE

(en milliers de dollars)	Périodes de trois mois qui a pris fin le 30 juin		Écart d'un exercice à l'autre
	Réalisations 2015	Réalisations 2016	
Résultats d'exploitation nets	(4 341)	(2 726)	1 615
Variation des autres éléments que la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(15 884)	(22 086)	(6 202)
Sorties de fonds liées aux activités d'exploitation	(20 225)	(24 812)	(4 587)
Achat de placements	(9 960)	-	9 960
Placements arrivés à échéance	9 958	6 004	(3 954)
Autres	(404)	(254)	150
Rentrées (Sorties) de fonds liées aux activités d'investissement	(406)	5 750	6 156
Diminution de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(20 631)	(19 062)	1 569
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	49 613	57 546	7 933
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	28 982	38 484	9 502

Pour la période de trois mois qui a pris fin le 30 juin 2016, les **activités d'exploitation** ont eu pour effet de diminuer la trésorerie et les équivalents de trésorerie de 24,8 millions de dollars. Cette baisse des liquidités traduit une augmentation des créances et produits reportés au titre des contributions de bailleurs de fonds.

Les flux de trésorerie des **activités d'investissement** pour la période de trois mois qui a pris fin le 30 juin 2016 ont augmenté de 5,8 millions de dollars en raison des placements arrivés à échéance, comme on peut le constater dans l'état intermédiaire résumé des flux de trésorerie, à la page 15. Il y a lieu de noter que la majorité des liquidités et des placements dont le Centre disposait en date du 30 juin 2016 sont liés aux produits reportés découlant des avances reçues au titre des contributions de bailleurs de fonds.

Évolution de la situation du Centre

Il n'y a pas eu de changements au premier trimestre autres que ceux déjà mentionnés dans l'analyse de la direction affichée sur le site Web du CRDI avec les états financiers pour l'exercice 2015-2016.

Gestion du risque

Il n'y a pas eu de changements importants en ce qui concerne les risques mentionnés dans l'analyse de la direction affichée sur le site Web du CRDI avec les états financiers pour l'exercice 2015-2016.

Perspectives

Les autres aspects du contexte dans lequel évolue le Centre n'ont pas changé depuis le dernier rapport.

États financiers intermédiaires résumés, non audités

Déclaration de responsabilité de la direction

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers trimestriels résumés qui, nous le confirmons, ont été préparés conformément à la norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire*, et à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* publiée par le Conseil du Trésor du Canada.

La direction a mis en place des contrôles internes qui visent à faire en sorte que les états financiers trimestriels résumés soient exempts d'anomalies significatives. La direction veille aussi à ce que tous les autres renseignements fournis dans ce rapport financier trimestriel résumé visant la période qui a pris fin le 30 juin 2016 concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers trimestriels résumés.

À notre connaissance, ces états financiers trimestriels résumés, non audités, donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie du Centre, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers trimestriels résumés.

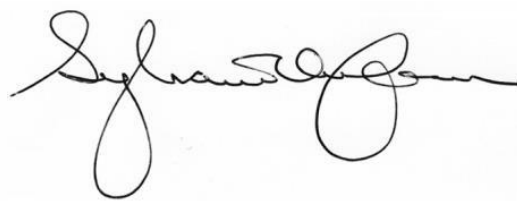
Le président du Centre,



Jean Lebel, Ph.D.

Ottawa, Canada
Le 4 août 2016

Le vice-président, Ressources,
et chef de la direction financière,



Sylvain Dufour, ing., CPA, CMA, M.Sc.

État intermédiaire résumé de la situation financière

(en milliers de dollars canadiens)

au

	<u>30 juin 2016</u>	<u>31 mars 2016</u>
Actifs		
À court terme		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	38 484	57 546
Placements	8 984	14 989
Créances et frais payés d'avance	<u>50 416</u>	<u>6 946</u>
	97 884	79 481
À long terme		
Immobilisations corporelles	6 212	6 479
Immobilisations incorporelles	<u>3 401</u>	<u>3 331</u>
	<u>107 497</u>	<u>89 291</u>
Passif		
À court terme		
Créditeurs et charges à payer	23 671	31 841
Produits reportés (note 5)	<u>58 750</u>	<u>31 136</u>
	82 421	62 977
À long terme		
Produits reportés (note 5)	6 486	5 027
Avantages du personnel	<u>3 478</u>	<u>3 448</u>
	<u>92 385</u>	<u>71 452</u>
Capitaux propres		
Non affectés	(231)	1 843
Affectés à l'interne	1 132	1 129
Nets investis en immobilisations	9 613	9 810
Réservés	<u>4 598</u>	<u>5 057</u>
	<u>15 112</u>	<u>17 839</u>
	<u>107 497</u>	<u>89 291</u>

Engagements (note 8)

Éventualités (note 9)

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers intermédiaires résumés.

État intermédiaire résumé du résultat global

(non audité)

(en milliers de dollars canadiens)

pour la période de trois mois qui a pris fin le 30 juin

	<u>2016</u>	<u>2015</u>
Produits		
Contributions de bailleurs de fonds (note 6)	16 295	22 286
Intérêts et placements	44	52
Autres produits	(271)	32
	<u>16 068</u>	<u>22 370</u>
Charges		
Programmation en recherche pour le développement (note 10)		
Projets de recherche financés par le crédit parlementaire	14 298	30 632
Projets de recherche financés par des contributions de bailleurs de fonds	13 519	19 198
Renforcement des capacités de recherche et éléments complémentaires de la recherche	10 513	10 327
	<u>38 330</u>	<u>60 157</u>
Services généraux et administratifs (note 10)		
Services généraux	4 206	4 267
Administration des bureaux régionaux	258	787
	<u>4 464</u>	<u>5 054</u>
Total des charges	<u>42 794</u>	<u>65 211</u>
Coûts d'exploitation avant crédit parlementaire	(26 726)	(42 841)
Crédit parlementaire (note 7)	24 000	38 500
Résultats d'exploitation nets	<u>(2 726)</u>	<u>(4 341)</u>

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers intermédiaires résumés

État intermédiaire résumé des variations des capitaux propres

(non audité)

(en milliers de dollars canadiens)

pour la période de trois mois qui a pris fin le 30 juin

	<u>2016</u>	<u>2015</u>
Capitaux propres non affectés		
Au début de la période	1 843	4 114
Résultats d'exploitation nets	(2 726)	(4 341)
Virements provenant d'autres catégories de capitaux propres	652	191
Solde à la fin de la période	<u>(231)</u>	<u>(36)</u>
Capitaux propres affectés à l'interne		
Au début de la période	1 129	1 123
Diminution nette	3	(1)
Solde à la fin de la période	<u>1 132</u>	<u>1 122</u>
Capitaux propres nets investis en immobilisations		
Au début de la période	9 810	9 518
Diminution nette	(197)	(79)
Solde à la fin de la période	<u>9 613</u>	<u>9 439</u>
Capitaux propres réservés		
Au début de la période	5 057	5 770
Diminution nette	(459)	(111)
Solde à la fin de la période	<u>4 598</u>	<u>5 659</u>
Capitaux propres à la fin de la période	<u>15 112</u>	<u>16 184</u>

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers intermédiaires résumés.

État intermédiaire résumé des flux de trésorerie

(non audité)

(en milliers de dollars canadiens)

pour la période de trois mois qui a pris fin le 30 juin

	2016	2015
Activités d'exploitation		
Résultats d'exploitation nets	(2 726)	(4 341)
Éléments sans incidence sur la trésorerie		
Amortissement des immobilisations corporelles et des immobilisations incorporelles	451	483
Amortissement de la prime d'émission d'obligations	—	1
Avantages du personnel	30	(98)
	481	386
Variation des éléments d'exploitation hors trésorerie		
Créances et frais payés d'avance	(43 470)	3 465
Créditeurs et charges à payer	(8 170)	(11 458)
Produits reportés	29 073	(8 277)
	(22 567)	(16 270)
Sorties de fonds liées aux activités d'exploitation	(24 812)	(20 225)
Activités d'investissement		
Achat de placements	—	(9 960)
Placements arrivés à échéance	6 004	9 958
Acquisition d'immobilisations corporelles et d'immobilisations incorporelles	(254)	(404)
Rentrées (Sorties) de fonds liées aux activités d'investissement	5 750	(406)
Diminution de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(19 062)	(20 631)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	57 546	49 613
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	38 484	28 982
Composés de trésorerie et équivalents de trésorerie		
Trésorerie	38 484	28 982
Équivalents de trésorerie	—	—
	38 484	28 982

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers intermédiaires résumés.

Notes afférentes aux états financiers intermédiaires résumés

(non audité)

Du trimestre qui a pris fin le 30 juin 2016

(en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire)

1. Informations sur la société

Le Centre de recherches pour le développement international (le Centre) est une société d'État canadienne sans capital-actions créée en 1970 par le Parlement du Canada qui a promulgué, à cette fin, la *Loi sur le Centre de recherches pour le développement international*. Organisme de bienfaisance enregistré, le Centre est exonéré d'impôt en vertu de l'article 149 de la *Loi de l'impôt sur le revenu*.

2. Pouvoirs et mission

Les activités du Centre sont financées principalement au moyen d'un crédit annuel reçu du Parlement du Canada. En vertu du paragraphe 85(1.1) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, le Centre n'est pas assujéti aux sections I à IV de la partie X de cette loi, exception faite des articles 89.8 à 89.92, du paragraphe 105(2) et des articles 113.1, 119, 131 à 148 et 154.01.

Le Centre a pour mission de lancer, d'encourager, d'appuyer et de mener des recherches sur les problèmes des régions du monde en voie de développement et sur la mise en oeuvre des connaissances scientifiques, techniques et autres en vue du progrès économique et social de ces régions.

3. Mode de présentation des états financiers

Les états financiers intermédiaires résumés sont présentés en dollars canadiens, et toutes les valeurs sont arrondies au millier de dollars le plus proche, sauf indication contraire.

Les présents états financiers intermédiaires résumés ont été préparés conformément à la norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire*, en se fondant sur les normes en matière de comptabilisation et d'évaluation prévues par les normes internationales d'information financière (normes IFRS) telles que publiées par le Conseil des normes comptables internationales (CNCI), et conformément à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* publiée par le Conseil du Trésor du Canada. Les états financiers n'ont été ni examinés ni audités par les auditeurs externes du Centre.

Ces états financiers intermédiaires résumés ont été établis au coût historique, à moins d'indication contraire, et ne comprennent pas toute l'information et toutes les divulgations que doivent comporter les états financiers annuels complets. Les conventions comptables suivies pour la préparation des présents états financiers intermédiaires résumés correspondent à celles qui ont été suivies pour la préparation des états financiers annuels du Centre au 31 mars 2016. Les présents états financiers intermédiaires résumés doivent être lus en parallèle avec les états financiers annuels audités du Centre au 31 mars 2016.

Le Centre subventionne des activités de renforcement des capacités visant à rendre les pays en développement autonomes pour ce qui est de l'exécution de la recherche. La plus grande partie de son financement provient du Parlement du Canada. Le crédit parlementaire est comptabilisé quand il est reçu ou à recevoir, tandis que les contributions de bailleurs de fonds sont comptabilisées quand elles sont passées en charges aux fins prévues. Les activités du Centre ont un caractère saisonnier. La plupart des charges afférentes à la programmation en recherche pour le développement sont déterminées par différents cycles (universitaire, climatique, agricole), et c'est pourquoi elles n'ont pas tendance à être réparties uniformément au cours de l'exercice.

4. Normes comptables nouvelles et révisées

Le CNCI a publié certaines modifications et améliorations qui s'appliquent aux périodes ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2015. Ces modifications et améliorations ne concernaient pas la période annuelle du Centre qui a débuté le 1^{er} avril 2015.

5. Produits reportés

Les produits reportés comprennent la portion non dépensée des fonds reçus ou à recevoir au titre des activités financées par des contributions de bailleurs de fonds.

	<u>30 juin 2016</u>	<u>31 mars 2016</u>
Contributions de bailleurs de fonds au financement de programmes de recherche pour le développement		
Produits courants	58 750	31 136
Produits non courants	6 486	5 027
	<u>65 236</u>	<u>36 163</u>

6. Contributions de bailleurs de fonds

Les contributions obtenues de bailleurs de fonds aux fins de programmes de recherche pour le développement sont destinées à des projets de recherche menés ou administrés par le Centre pour le compte d'autres organismes. Les produits et les charges comptabilisés à ce titre se répartissent de la manière suivante entre les différents bailleurs de fonds.

	30 juin 2016	30 juin 2015
Department for International Development du Royaume-Uni	7 355	12 521
Fondation William et Flora Hewlett	4 448	3 643
Affaires mondiales Canada (anciennement MAECD)	2 568	2 680
Fondation Bill et Melinda Gates	705	504
Australian Centre for International Agricultural Research	667	1 374
Agence norvégienne de coopération au développement	392	538
Autres organismes bailleurs de fonds	135	263
Banque mondiale	25	763
	16 295	22 286

7. Crédit parlementaire

	30 juin 2016	30 juin 2015
Crédit parlementaire annuel	149 206	183 500
Crédit parlementaire comptabilisé dans l'état du résultat global	(24 000)	(38 500)
Crédit parlementaire disponible pour le reste de l'exercice	125 206	145 000

8. Engagements

a. Engagements au titre des projets de recherche

Le Centre s'est engagé à effectuer des versements de subvention pouvant atteindre 251,9 millions de dollars (253,8 millions au 31 mars 2016) au cours des cinq prochains exercices, dans la mesure où le Parlement et les bailleurs de fonds lui octroient les sommes nécessaires et où les bénéficiaires respectent les conditions des accords de subvention. De cette somme, 144,1 millions de dollars (139,5 millions au 31 mars 2016) devraient provenir de crédits parlementaires futurs, le solde de 107,8 millions de dollars (103,9 millions au 31 mars 2016) devant être obtenu en vertu d'accords de contribution conclus avec des bailleurs de fonds et un solde nul (10,4 millions de dollars au 31 mars 2016) découlant d'une combinaison de futures contributions de bailleurs de fonds et de crédits parlementaires.

	30 juin 2016	31 mars 2016
D'ici un an	128 488	125 316
Dans plus d'un an, mais pas plus de cinq ans	123 449	128 489
Total des versements à effectuer	251 937	253 805

b. Autres

Le Centre est tenu de respecter divers accords visant la location de locaux pour des bureaux et divers engagements contractuels relatifs à des produits et services au Canada et à l'étranger. Les accords expirent à des dates différentes, et le dernier prend fin en 2022. Au 30 juin 2016, les paiements à effectuer en vertu de ces engagements sont les suivants :

	30 juin 2016	31 mars 2016
D'ici un an	8 736	8 095
Dans plus d'un an, mais pas plus de cinq ans	31 790	30 304
Dans plus de cinq ans	9 995	11 973
Total des versements à effectuer	50 521	50 372

9. Éventualités

Divers recours sont intentés contre le Centre. En se fondant sur des avis juridiques, la direction ne s'attend pas à ce que l'issue de ces recours ait des répercussions importantes sur l'état de la situation financière ni sur l'état du résultat global.

10. Tableau des charges

	<u>30 juin 2016</u>	<u>30 juin 2015</u>
Programmation en recherche pour le développement		
Contributions aux projets de recherche	27 461	48 907
Salaires et avantages liés aux activités de base	6 044	6 168
Salaires et avantages liés aux projets cofinancés ^a	1 545	1 257
Locaux	941	1 050
Déplacements	927	750
Charges liées aux projets cofinancés ^a	487	370
Services professionnels	437	565
Amortissement	303	319
Réunions et conférences	46	372
Autres	139	399
	<u>38 330</u>	<u>60 157</u>
Services généraux et administratifs		
Salaires et avantages sociaux	2 975	3 086
Locaux	549	607
Fournitures de bureau et charges connexes	417	256
Amortissement	148	164
Services professionnels	104	123
Déplacements	73	75
Mobilier de bureau, matériel et entretien	62	250
Autres	136	493
	<u>4 464</u>	<u>5 054</u>
Total des charges	<u><u>42 794</u></u>	<u><u>65 211</u></u>

^a Il s'agit des coûts directement reliés au renforcement des capacités de recherche dans le cadre de projets et de programmes cofinancés. Les charges totales à ce titre s'élèvent à 2 032 \$ pour le trimestre (1 627 \$ au 30 juin 2015).

11. Reclassification

Dans l'état du résultat global, les éléments complémentaires de la recherche qui étaient déclarés séparément au cours des exercices précédents ont été reclassifiés. Les charges associées au renforcement des capacités de recherche et aux éléments complémentaires de la recherche ont été regroupées.

Nous joindre

Coordonnées

Siège du CRDI

ADRESSE POSTALE
C.P. 8500
Ottawa (Ontario) Canada
K1G 3H9

ADRESSE MUNICIPALE
150, rue Kent
Ottawa (Ontario) Canada
K1P 0B2

Téléphone : 1-613-236-6163
Télécopieur : 1-613-238-7230
Courriel : info@crdi.ca

Il est possible de communiquer avec les bureaux régionaux du CRDI et de consulter le répertoire des employés à partir de la page [Nous joindre](#) du site Web à l'adresse www.crdi.ca

Ce document peut être consulté en ligne à l'adresse www.crdi.ca